



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/EB.AIR/2008/12
ECE/EB.AIR/WG.5/2008/8/Rev.1
26 septembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**ORGANE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION SUR LA
POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE TRANSFRONTIÈRE
À LONGUE DISTANCE**

Vingt-sixième session
Genève, 15-18 décembre 2008
Point 7 de l'ordre du jour provisoire¹

Groupe de travail des stratégies et de l'examen

Quarante-deuxième session
Genève, 1^{er}-5 septembre 2008
Point 4 de l'ordre du jour provisoire²

**OPTIONS ENVISAGEABLES POUR RÉVISER LE PROTOCOLE RELATIF
AUX POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS**

Note du secrétariat

1. Le présent document a été établi par le Président du Groupe de travail des stratégies et de l'examen et le secrétariat en réponse à la demande formulée par le Groupe de travail à sa quarante-deuxième session³. Il propose un avant-projet de révision des annexes du Protocole relatif aux polluants organiques persistants (POP), que le Groupe de travail a examiné à ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions et a décidé de soumettre à l'Organe exécutif à sa vingt-sixième session en vue de la négociation d'amendements éventuels à ce protocole. En outre, il présente en annexe les amendements qui pourraient être apportés aux articles 14 et 16, ainsi qu'un paragraphe à ajouter à la décision correspondante, préparé par le groupe spécial d'experts juridiques et examiné par le Groupe de travail à sa quarante-deuxième session.

¹ ECE/EB.AIR/95.

² ECE/EB.AIR/WG.5/91.

³ Voir le document ECE/EB.AIR/WG.5/92, par. 42 a).

2. Le présent document complète et révisé le document ECE/EB.AIR/WG.5/2008/8 et Corr.1, que le Groupe de travail a examiné à sa quarante-deuxième session⁴. Il reprend les propositions figurant dans ledit document, telles que modifiées et approuvées par le Groupe de travail. En outre, il présente les propositions précédemment approuvées par le Groupe de travail, à sa quarante et unième session (ECE/EB.AIR/WG.5/2008/90, par. 20). Pour ce qui est des propositions sur lesquelles le Groupe de travail n'a pu parvenir à un consensus, le document expose les différents avis et projets d'amendements tels qu'ils ont été présentés par les délégations à la quarante-deuxième session du Groupe de travail.

3. Les propositions examinées par le Groupe de travail à ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions étaient fondées sur les résultats de l'examen, par l'Équipe spéciale des POP, du caractère suffisant et efficace du Protocole (EB.AIR/WG.5/2004/1 et EB.AIR/WG.5/2005/1) et sur l'étude des options envisageables pour la gestion des sept «nouvelles» substances reconnues comme POP par les Parties au Protocole⁵ (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/14). Elles tenaient également compte des résultats de l'examen que l'Équipe spéciale des POP a consacré aux meilleures techniques disponibles (MTD) et des modifications qu'elle a proposé d'apporter aux valeurs limites d'émission (VLE) (EB.AIR/WG.5/2004/1 et EB.AIR/WG.5/2005/1, par. 27 à 37)⁶.

4. En marge de ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions, le Groupe de travail a demandé à un groupe spécial d'experts techniques d'examiner l'annexe IV du Protocole sur les valeurs limites pour les dioxines et les furanes (PCCD/PCDF) provenant de grandes sources fixes et l'annexe V sur les MTD pour lutter contre les émissions de POP provenant de grandes sources fixes. Ces experts techniques ont également été invités à examiner des propositions de MTD pour les nouvelles substances (PeCB, NPC et HCBd), ainsi que des propositions sur les moyens de réduire les émissions de POP provenant du traitement des déchets d'appareils électroniques et électriques, de pièces d'ameublement et d'intérieurs de voiture.

5. L'Organe exécutif, et en particulier les Parties au Protocole, sont invités à examiner les propositions présentées par le Groupe de travail des stratégies et de l'examen à ses quarante et unième et quarante-deuxième sessions et à décider de la suite à leur donner, notamment au sujet de la possibilité de négocier des amendements au Protocole et des décisions à prendre quant aux substances à ajouter aux annexes du Protocole. En outre, l'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner les amendements proposés aux annexes IV et V du Protocole tels qu'ils ont été préparés par le groupe spécial d'experts techniques parallèlement aux quarante et unième et

⁴ Le document ECE/EB.AIR/WG.5/2008/8 complétait et révisait le document ECE/EB.AIR/WG.5/2008/4, examiné par le Groupe de travail à sa quarante et unième session.

⁵ Hexachlorobutadiène (HCBd), octabromodiphényléther (octaBDE), pentachlorobenzène (PeCB), pentabromodiphényléther (pentaBDE), sulfonates de perfluorooctane (SPFO), naphthalènes polychlorés (NPC) et paraffines chlorées à chaîne courte (PCCC).

⁶ Pour des renseignements plus détaillés, voir à l'adresse <http://www.unece.org/env/popsxg/3rdmeeting.htm> les chapitres sur l'examen du caractère suffisant et efficace, la section 2 e) sur les MTD relatives aux grandes sources fixes: <http://www.unece.org/env/popsxg/2005/e%20BAT%20for%20major%20stationary%20sources%202.pdg>.

quarante-deuxième sessions du Groupe de travail. Ces propositions sont présentées dans les documents officiels 1 et 2 (disponibles sur le site Web de la Convention)⁷.

I. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE I

6. L'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner les propositions présentées aux paragraphes 7 à 18 en vue de l'inscription de substances à l'annexe I. À chaque paragraphe correspond une substance.

7. **Dichloro-diphényl-trichloroéthane (DDT)**⁸:

a) **Union européenne (UE)**: Mettre fin à la production et à l'utilisation de DDT, sans dérogations; inscrire uniquement à l'annexe I;

b) **Canada**: Maintenir les dérogations accordées pour des utilisations particulières, telles qu'elles sont énoncées dans les annexes I et II du Protocole en vigueur.

8. **Heptachlore**: Supprimer les conditions spécifiées pour l'arrêt de l'utilisation qui sont désormais sans objet.

9. **Hexachlorobenzène (HCB)**: Supprimer les conditions spécifiées pour l'arrêt de la production et de l'utilisation qui sont désormais sans objet.

10. **Hexachlorobutadiène (HCBD)**: Inscrire à l'annexe I, pour en empêcher la production et l'utilisation.

11. **Hexachlorocyclohexane (HCH)**:

a) **UE**: Inscrire le HCH (CAS: 608-73-1) pour mettre fin à sa production et à son utilisation, sans dérogations;

b) **États-Unis et Canada**: «Éliminer sa production et son utilisation à l'exception des utilisations "à des fins de santé publique", s'il n'existe pas d'autre solution.».

⁷ <http://www.unece.org/env/Irtap/ExecutiveBureau/welcome.26.html>.

⁸ Actuellement, le DDT n'est ni produit ni utilisé dans la région de la CEE. Toutefois, d'après l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le DDT reste nécessaire pour assurer la protection de la santé publique dans certaines régions en dehors de la CEE. Des solutions de remplacement efficaces, économiquement viables et moins dangereuses pour l'environnement restent par conséquent nécessaires dans ces régions. L'OMS n'exclut pas totalement la possibilité de futures flambées de paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle. Voir le document officiel n° 4 soumis à la quarante-deuxième session du Groupe de travail.

12. **Octabromodiphényléther (octaBDE)⁹:**

- a) Propositions relatives à l'inscription des congénères:
 - i) **Canada et États-Unis:** Inscrire individuellement les congénères penta et hexabromés;
 - ii) **UE et Norvège:** Inscrire individuellement les congénères tétra, penta, hexa et heptabromés;
- b) Régimes d'application:
 - i) **Norvège:** «Utilisation: Aucune condition. Les Parties doivent prendre les mesures voulues pour éviter que les processus de recyclage des articles fabriqués ou utilisés à la date de mise en application produisent du matériel récupéré contenant du penta/octaBDE à des concentrations supérieures à 0,1 % en poids.»;
 - ii) **Canada:** Utilisation dans des articles recyclés.

13. **Pentachlorobenzène (PeCB):** Inscrire à l'annexe I, pour en empêcher la production et l'utilisation.

14. **Pentabromodiphényléther (pentaBDE)¹⁰:**

- a) Propositions relatives à l'inscription du pentaBDE et de ses congénères:
 - i) **Canada et UE:** Inscrire les congénères tétra, penta et hexabromés individuellement pour qu'il soit mis fin à la production et à l'utilisation de mélanges commerciaux contenant ces congénères à des concentrations supérieures à 0,1 % en poids;
 - ii) **États-Unis:** Inscrire les substances définies dans la décision POPRC-3/1 du Comité d'étude des polluants organiques persistants de la Convention de Stockholm sur les POP du PNUE: «2,2', 4,4' - tétrabromodiphényléther (BDE-47, CAS 40088-47-9) et 2,2', 4,4',5- pentabromodiphényléther (BDE-99, CAS 32534-81-9) et autres tétra- et pentabromodiphényléthers présents dans le pentabromodiphényléther commercial, en utilisant les BDE-47 et BDE-99 comme marqueurs aux fins d'application.»;

⁹ Le pentaBDE et l'octaBDE commerciaux contiennent des éthers de polybromodiphényle, allant normalement du penta- au déca-bromodiphényléther (ECE/EB.AIR/WG.5/2007/14).

¹⁰ Selon l'information soumise par le Forum scientifique et environnemental du brome:
«L'option la plus scientifiquement valide, applicable et pratique serait d'inscrire les isomères tétra, penta et hexabromés spécifiques présents dans les produits commerciaux qui ont été évalués (BDE, 47, 85, 99, 100, 153, 154). Ces six BDE représentent plus de 99 % de l'ensemble des BDE présents dans les c-pentaBDE traditionnels et interviennent aussi dans les Br6 BDE présents dans les c-octaBDE.».

- b) Propositions relatives aux régimes d'application:
 - i) **Norvège:** «Les Parties doivent prendre les mesures voulues pour éviter que les processus de recyclage des articles fabriqués ou utilisés à la date de mise en application produisent du matériel récupéré contenant du C-pentaBDE à des concentrations supérieures à 0,1 % en poids.»;
 - ii) **Canada:** Utilisation dans des articles recyclés.

15. **Sulfonates de perfluorooctane (SPFO):**

- a) Inclure une ou plusieurs des définitions proposées:
 - i) **Union européenne (UE):** SPFO comprenant 96 congénères (sulfonates de perfluorooctane C₈F₁₇SO₂X (X = OH) sel métallique, halogénure, amide et autres dérivés, y compris les polymères) [à une concentration supérieure à 0,005 % en masse];
 - ii) **États-Unis:** SPFO (acide perfluorooctane sulfonique C₈F₁₇SO₂X (X = OH), CAS 1763-23-1);
 - iii) **Décision POPRC-3/5 du Comité d'étude des polluants organiques persistants de la Convention de Stockholm du PNUE:** «acide perfluorooctane sulfonique (CAS 1763-23-1), ses sels et fluorure de perfluorooctane sulfonyle (CAS 307-35-7)¹¹».
- b) Propositions d'utilisations réglementées, à inclure dans l'annexe I ou dans l'annexe II:
 - i) **UE: Première proposition:** Des dérogations devraient être prévues pour les utilisations suivantes et la production concernant ces utilisations:
 - a. Revêtements photorésistants ou antireflets pour les procédés photolithographiques;
 - b. Revêtements photographiques appliqués aux films, papiers ou planches d'impression;
 - c. Antibuée pour chromage dur (VI) non décoratif et agents mouillants utilisés dans les systèmes d'électrodéposition contrôlée;
 - d. Fluides hydrauliques pour l'aviation;
 - e. Les mousses extinctrices mises sur le marché avant l'interdiction peuvent être utilisées jusqu'en [2011];

¹¹ La définition donnée dans la décision POPRC-3/5 pourrait être réexaminée en fonction des modifications susceptibles d'être négociées au titre de la Convention de Stockholm.

Deuxième proposition: Ajouter une réserve: «Les utilisations réglementées des SPFO seront réévaluées deux ans au plus tard après l'entrée en vigueur du Protocole.»;

- ii) **États-Unis (secondés par le Canada):** Aucune, à l'exception des utilisations énumérées à l'annexe II (voir le paragraphe 23 pour les dérogations qu'il est proposé d'énumérer à l'annexe II);
- iii) **Canada:** Dérogations (à énumérer à l'annexe II). (Voir le paragraphe 23 pour les dérogations supplémentaires qu'il est proposé d'énumérer à l'annexe II.) Électrodéposition du chrome, anodisation au chrome et gravure inversée; dépôt anélectrolytique de nickel-polytétrafluoroéthylène; et gravure des substrats plastiques avant la métallisation;
- iv) **Norvège:** Ajouter les conditions concernant les stocks de mousses extinctrices contenant plus de 0,005 % de SPFO en masse, à identifier, collecter et détruire.

16. Polychlorobiphényles (PCB):

- a) Maintenir dans l'annexe I pour qu'il soit mis fin à leur production et à leur utilisation, sauf dans les conditions spécifiées à l'annexe II;
- b) Supprimer les conditions relatives à l'arrêt de la production qui sont désormais sans objet;
- c) Supprimer la note concernant l'«ugilec».

17. Naphtalènes polychlorés (NPC): Inscrire à l'annexe I, pour en empêcher la production et l'utilisation.

18. Paraffines chlorées à chaîne courte (PCCC):

- a) **Norvège et UE:** Inscrire les PCCC pour qu'il soit mis fin à leur production et à leur utilisation;
- b) **Équipe spéciale des POP:** Des dérogations devraient être prévues pour les utilisations suivantes et la production concernant ces utilisations: «1. Matériaux d'étanchéité pour les barrages et courroies transporteuses pour les exploitations minières souterraines; 2. Applications ne produisant pas d'émissions, à savoir comme plastifiants dans les peintures, les revêtements et les matériaux d'étanchéité et comme agents ignifuges dans les caoutchoucs, les textiles et les plastiques;»;
- c) **UE:** La nécessité d'utilisations essentielles est encore à l'étude;
- d) **États-Unis:** Inscrire les PCCC à l'annexe II avec mention des emplois autorisés et des conditions s'y rapportant dans le régime d'application.

II. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE II

19. L'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner les propositions formulées aux paragraphes 21 à 25 pour l'inscription de substances à l'annexe II. À chaque paragraphe correspond une substance.

20. **DDT**: Supprimer la mention 2 concernant les emplois autorisés: «En tant que produit chimique intermédiaire pour la production de Dicofol»;

a) **UE**: Inscrire uniquement à l'annexe I.

21. **HCH**:

a) **États-Unis et Canada**: Réserver le lindane à l'utilisation ci-après: insecticide topique utilisé à des fins de santé publique dans les cas où il n'y a pas d'autre solution efficace;

b) **UE**: Supprimer de l'annexe II, inscrire uniquement à l'annexe I.

22. **PCB**:

a) Donner la définition suivante:

- i) **UE, États-Unis et Canada**: «Polychlorobiphényles» s'entend des composés aromatiques dont la structure est telle que les atomes d'hydrogène de la molécule de biphényle (deux cycles benzéniques reliés par un seul lien carbone-carbone) peuvent être remplacés par un nombre d'atomes de chlore allant jusqu'à 10 (définition donnée dans la Convention de Stockholm);
- ii) **UE**: Conserver la définition de la Convention de Stockholm et y ajouter le texte suivant: «Pour les pays situés dans la zone géographique des activités de l'EMEP¹², les PCB incluent: les polychlorobiphényles; les polychloroterphényles (PCT); les ugilecs (monométhyltétrachlorodiphénylméthane, monométhyldichlorodiphénylméthane, monométhyldibromodiphénylméthane; et tout mélange dont la teneur cumulée en substances précitées est supérieure à 0,005 % en poids.»;

b) **Norvège, UE, Canada et États-Unis**: Sous le régime d'application, au sujet des conditions à remplir pour des utilisations particulières, modifier comme suit les alinéas *b* à *c* du Protocole en vigueur:

- i) Après l'alinéa *a*, ajouter un nouvel alinéa *b* ainsi conçu: «À dresser la liste et mettre fin à l'utilisation des appareils (transformateurs, condensateurs ou récipients analogues renfermant des stocks de liquides) contenant un volume supérieur à 0,05 dm³ de liquide dont la teneur en PCB est égale ou supérieure à 0,005 %, dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2025.»;

¹² Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.

- ii) Faire de l'actuel alinéa *b* l'alinéa *c*;
- iii) Faire de l'actuel alinéa *c* l'alinéa *d*; et ajouter une référence à l'alinéa *b*;
- iv) Ajouter «les Parties s'engagent», puis un nouvel alinéa *e* ainsi conçu: «À faire en sorte que les appareils contenant des polychlorobiphényles, tels que décrits aux alinéas *a* et *b*, ne soient pas exportés ou importés sauf à des fins de traitement écologiquement rationnel des déchets.»;
- v) Ajouter un nouvel alinéa *f* ainsi conçu: «À inventorier les autres articles contenant des polychlorobiphényles à des concentrations supérieures à 0,005 % (gaines de câbles, calfeutnants et objets peints par exemple) et à leur appliquer les dispositions énoncées au paragraphe 3 de l'article 3.»;
- vi) Ajouter un nouvel alinéa *g* ainsi conçu: «À promouvoir les mesures suivantes pour réduire l'exposition et les risques en vue de réglementer l'emploi des polychlorobiphényles:
 - i. N'utiliser que pour des appareils intacts ne présentant pas de fuites et uniquement dans des endroits où le risque de rejet dans l'environnement peut être réduit au minimum et rapidement corrigé;
 - ii. Ne pas utiliser pour des appareils dans des endroits associés à la production ou à la transformation d'aliments pour la consommation humaine ou animale;
 - iii. Dans les endroits peuplés, notamment les écoles et les hôpitaux, adopter toutes les mesures pouvant raisonnablement être prises pour prévenir toute défaillance électrique susceptible de provoquer un incendie et inspecter régulièrement les appareils pour détecter les fuites.».

c) **Norvège:** Modifier comme suit l'alinéa *c*: «**Les Parties font des efforts résolus dans le but de parvenir:** c) À détruire ou décontaminer de façon écologiquement rationnelle:

- i) Tous les PCB liquides visés à l'alinéa *a* et les autres PCB liquides, non contenus dans des appareils, dont la teneur est supérieure à 0,005 %, dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2015 ou le 31 décembre 2020 pour les pays en transition sur le plan économique;
- ii) Tous les PCB liquides visés à l'alinéa *b* au plus tard le 31 décembre 2025.».

23. SPFO:

a) **États-Unis (secondés par le Canada):** Inclure à l'annexe II les dérogations ci-après (telles que définies au paragraphe 15 ci-dessus):

- i) Utilisation comme additif anti-érosion dans les fluides hydrauliques pour l'aviation à base d'esters de phosphates résistant au feu;

- ii) Utilisation comme élément de substances photosensibles, y compris de générateurs de photoacides ou de surfactants, ou de revêtements antireflet utilisés en microphotolithographie pour la fabrication de semi-conducteurs ou de composants similaires de circuits électroniques ou autres circuits miniaturisés;
- iii) Utilisation dans les revêtements pour le contrôle de la tension superficielle, des décharges électrostatiques et de l'adhésion dans les films, le papier et les plaques d'impression utilisés en imagerie analogique et numérique, ou comme surfactant dans les mélanges utilisés pour le développement des pellicules;
- iv) Utilisation comme composant d'un agent de gravure, y compris d'un surfactant ou d'un antibuée, dans le placage des composants électroniques;
- v) Utilisation comme supprimeur de fumée et de buée dans les bains de finition et de placage des métaux, par exemple le chromage dur, le chromage décoratif, l'anodisation à l'acide chromique, le placage au nickel, au cadmium ou au plomb; le placage métallique de matières plastiques et le zingage alcalin;
- vi) Utilisation comme intermédiaire dans la production de substances chimiques pour la fabrication de fluides hydrauliques pour l'aviation, de semi-conducteurs et de revêtements photographiques (cités dans les sous-alinéas i, ii et iii ci-dessus).

b) **Canada:** Inclure dans l'annexe II les dérogations supplémentaires suivantes (telles que présentées au paragraphe 15 ci-dessus):

- i) Électrodéposition de chrome, anodisation au chrome et gravure inversée;
- ii) Placage anélectrolytique au nickel-polytétrafluoroéthylène;
- iii) Gravure des substrats plastiques avant la métallisation.

24. **PCCC:**

a) **États-Unis:** Inclure les utilisations réglementées ci-après: «Fluides utilisés dans le travail des métaux et applications ne produisant pas d'émissions, par exemple en tant que plastifiant ou agent ignifuge dans les peintures, les encres, les revêtements et les matériaux d'étanchéité, les caoutchoucs, les textiles et les plastiques ainsi que les fibres d'isolation.».

25. **PentaBDE:**

a) **États-Unis:** Spécifier l'emploi ci-après: «Utilisation d'articles importés».

III. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE III

26. L'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner les propositions suivantes concernant l'inscription de substances à l'annexe III.

27. **UE:**

a) Spécifier comme suit l'année de référence pour les PCB, les NPC, le PeCB et l'HCBD: «2000, ou toute autre année entre 1995 et 2005 (inclus), spécifiée par une Partie lors de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion»;

b) Ajouter une note ainsi conçue sur les PCB: «c/ Polychlobiphényles comme sous-produits involontaires»;

c) Pour les NPC, le PeCB et l'HCBD, l'inventaire des émissions devrait être établi à titre facultatif par dérogation à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 9 du Protocole, qui prévoit la communication obligatoire d'informations sur les émissions.

28. **Canada et États-Unis:** Les NPC, le PeCB et l'HCBD ne devraient pas être inscrits à l'annexe III.

IV. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE IV

29. L'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner les amendements suivants proposés à l'annexe IV du Protocole, préparés par un groupe spécial d'experts techniques en marge des quarante et unième et quarante-deuxième sessions du Groupe de travail des stratégies et de l'examen.

30. À la fin du paragraphe 2 de l'annexe IV, ajouter les mots «pour une teneur en oxygène donnée».

31. Modifier comme suit le paragraphe 3 de l'annexe IV (les mots ajoutés sont en caractères gras): Les valeurs limites correspondent au fonctionnement en service normal, ce qui inclut **dans certains cas** les opérations de démarrage et d'arrêt, sauf si des valeurs limites particulières ont été définies pour ces situations.

32. Modifier comme suit la première phrase du paragraphe 4 de l'annexe IV (les mots ajoutés sont en caractères gras): «Le prélèvement et l'analyse d'échantillons de tous les polluants devront être effectués selon les normes **les plus récentes** fixées par le Comité européen de normalisation (CEN), ou par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), ou conformément aux méthodes de référence correspondantes du Canada ou des États-Unis.». Ajouter une note ainsi conçue: «À l'heure actuelle, les normes de mesure du CEN appliquées aux PCDD/PCDF sont, respectivement, EN 1948-1, EN 1948-2 et EN 1948-3 pour l'échantillonnage, l'extraction/purification et l'analyse. Une nouvelle norme TS 1948-4 a été publiée en 2007 pour la mesure des PCB-DL.». Supprimer la dernière phrase du paragraphe 4: «En attendant la mise au point des normes CEN ou ISO, il y aura lieu d'appliquer les normes nationales.».

33. Modifier comme suit le paragraphe 6 de l'annexe IV: Les émissions de PCDD/PCDF sont indiquées en équivalent de toxicité (ET). Les valeurs des facteurs d'équivalence toxique à utiliser aux fins de la présente Convention doivent être conformes aux normes internationales agréées, à commencer par les valeurs des facteurs d'équivalence toxique pour les mammifères établies par l'Organisation mondiale de la santé en 2005 pour les dibenzo-p-dioxines et dibenzofuranes

polychlorés et les biphényles polychlorés coplanaires. Ajouter en note la référence et le texte suivants: Van den Berg, 2005 (2005 WHO Re-evaluation of Human and Mammalian Toxic Equivalency Factors for Dioxins and Dioxin-like Compounds). Les facteurs d'équivalence toxique pour les PCB du type dioxine ont été donnés pour la première fois dans cette étude de l'OMS. Ils n'avaient jamais encore été pris en compte pour le calcul des valeurs limites d'émission.

34. S'agissant des amendements qu'il est proposé d'apporter aux valeurs limites pour les grandes sources fixes, au paragraphe 7 de l'annexe IV, le Groupe de travail a formulé les avis suivants:

- a) Ramener la valeur limite pour les déchets médicaux solides de 0,5 à 0,1 ng ET/m³;
 - i) **UE et Canada:** une valeur limite de 0,1 ng ET/m³ est techniquement réalisable;
 - ii) **Autres Parties:** une valeur limite de 0,5 ng ET/m³ est techniquement réalisable;
- b) Ramener la valeur limite pour les déchets dangereux de 0,2 à 0,1 ng ET/m³;
 - i) **UE et Canada:** une valeur limite de 0,1 ng ET/m³ est techniquement réalisable;
 - ii) **Autres Parties:** une valeur limite de 0,2 ng ET/m³ est techniquement réalisable;

c) Au sujet des nouvelles valeurs limites d'émission introduites pour des catégories supplémentaires de sources, le Groupe de travail a estimé que, sur la base de l'annexe V, il était techniquement possible de réduire les émissions comme suit:

- i) Fours à arc: < 0,1-0,5 ng ET/m³;
- ii) Déchets industriels non dangereux: 0,1 ng ET/m³;
- iii) Installations de frittage : < 0,1-0,5ng ET/m³;
- iv) Production de cuivre et d'aluminium de deuxième fusion: < 0,1-0,5ng ET/m³.

V. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE V

35. L'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner le document officiel n° 2 sur les annexes IV et V du Protocole relatif aux POP, établi par un groupe spécial d'experts techniques en marge des quarante et unième et quarante-deuxième sessions du Groupe de travail des stratégies et de l'examen¹³.

¹³ Disponible à l'adresse: <http://www.unece.org/env/Irtap/ExecutiveBureau/welcome.26.html>.

VI. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE VII

36. Par suite de la disparition progressive de l'essence au plomb dans la plus grande partie de la région de la CEE, les véhicules à moteur à essence ne constituent plus une source notable d'émissions de PCDD/PCDF¹⁴. Par ailleurs, les véhicules à moteur diesel qui étaient auparavant une source majeure d'émissions de particules fines contenant essentiellement des HAP¹⁵ sont maintenant plus strictement contrôlés en vertu de réglementations extérieures au Protocole¹⁶.

37. Compte tenu des résultats de l'examen du caractère suffisant et efficace du Protocole, l'Organe exécutif souhaitera peut-être prendre en considération la proposition tendant à supprimer le contenu de l'annexe VII.

VII. AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ANNEXE VIII

38. L'Organe exécutif souhaitera peut-être examiner les propositions ci-après relatives aux amendements à apporter à l'annexe VIII:

- a) Modifier comme suit la description de la catégorie dans la liste des catégories:
 - i) À la fin de la description de la catégorie 1, insérer: [«ou des déchets industriels non dangereux»];
 - ii) À la fin de la description de la catégorie 3, insérer: [«production de magnésium de première fusion»]; méthodes utilisant du chlore;
 - iii) À la fin de la liste, insérer une nouvelle catégorie 13 avec la description suivante: [«Production à grande échelle d'hydrocarbures chlorés»];
 - iv) Insérer une nouvelle catégorie 14 avec la description suivante: [«Installations de recyclage ou de broyage des déchets urbains et industriels»].

b) **UE:** «Au lieu d'inclure la “production de magnésium de première fusion” et la nouvelle catégorie 13 “production à grande échelle d'hydrocarbures chlorés”, insérer “Procédés de production chimiques spécifiques” comme nouveau point 7 *bis* et “autres procédés thermiques utilisés dans l'industrie métallurgique” comme nouveau point 5 *bis*.».

¹⁴ PCDD: polychlorodibenzo-p-dioxines; PCDF: polychlorodibenzo-p-furannes.

¹⁵ Hydrocarbures aromatiques polycycliques.

¹⁶ Pour plus de précisions, voir les paragraphes 33 à 37 du document EB.AIR/WG.5/2005/1.

Annexe

AMENDEMENTS PROPOSÉS À L'ARTICLE 14 DU PROTOCOLE PAR LE GROUPE SPÉCIAL D'EXPERTS JURIDIQUES

Tels qu'approuvés par le Groupe de travail des stratégies et de l'examen
à sa quarante-deuxième session

(Le nouveau texte proposé est placé en caractères gras)

A. Texte à inclure dans la décision correspondante

Toute Partie qui n'était pas encore partie au Protocole [*insérer la date d'adoption de l'amendement à l'article 14*] et qui ne souhaite pas être liée par la procédure définie au paragraphe 5 *bis* de l'article 14, en ce qui concerne l'amendement des annexes I à IV, VI et VIII devrait le déclarer dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

B. Amendements à l'article 14

Article 14

AMENDEMENTS

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.
2. Les amendements proposés sont soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission, qui les communique à toutes les Parties. Les Parties réunies au sein de l'Organe exécutif examinent les propositions d'amendements à sa session suivante, pour autant que le Secrétaire exécutif les ait transmises aux Parties au moins quatre-vingt-dix jours à l'avance.
3. Les amendements au présent Protocole et **sous réserve des dispositions des paragraphes 5 *bis* et 5 *ter* ci-après**, aux annexes I à IV, VI et VIII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif et entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle deux tiers des **États qui étaient Parties au moment de leur adoption** ont déposé leur instrument d'acceptation de ces amendements auprès du Dépositaire. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date à laquelle ladite Partie a déposé son instrument d'acceptation des amendements.
4. Les amendements aux annexes V et VII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une session de l'Organe exécutif. À l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date à laquelle le Secrétaire exécutif de la Commission l'a communiqué à toutes les Parties, tout amendement à l'une ou l'autre de ces annexes prend effet à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions du paragraphe 5 ci-après, à condition que 16 Parties au moins n'aient pas soumis cette notification.

5. Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes V ou VII en donne notification au Dépositaire par écrit dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'amendement à cette annexe prend effet à l'égard de cette Partie.

5 bis. a) Les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII sont adoptés par consensus par les Parties présentes à une réunion de l'Organe exécutif. À l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa communication à toutes les Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission, tout amendement à une telle annexe prend effet à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions de l'alinéa b ci-dessous.

b) Toute Partie qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement aux annexes I à IV, VI et VIII en donne notification au Dépositaire par écrit dans un délai d'un an à compter de la date de la communication de son adoption. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et, après le dépôt d'un instrument d'acceptation auprès du Dépositaire, l'amendement à cette annexe entre en vigueur pour cette Partie.

c) Un amendement aux annexes I à IV, VI et VIII n'entre pas en vigueur si 16 Parties au moins:

- i) Ont soumis une notification conformément aux dispositions de l'alinéa b ci-dessus; ou**
- ii) N'ont pas accepté la procédure définie dans ledit alinéa et n'ont pas encore déposé un instrument d'acceptation conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus.**

5 ter. Pour les Parties qui l'ont accepté, la procédure définie au paragraphe 5 bis ci-dessus remplace la procédure définie au paragraphe 3 ci-dessus en ce qui concerne les amendements aux annexes I à IV, VI et VIII.

6. S'il s'agit d'une proposition visant à modifier les annexes I, II ou III en ajoutant une substance au présent Protocole:

a) L'auteur de la proposition fournit à l'Organe exécutif les informations spécifiées dans la décision 1998/2 de l'Organe exécutif et dans tout amendement y relatif; et

b) Les Parties évaluent la proposition conformément aux procédures définies dans la décision 1998/2 de l'Organe exécutif et dans tout amendement y relatif.

7. Toute décision visant à modifier la décision 1998/2 de l'Organe exécutif est adoptée par consensus par les Parties réunies au sein de l'Organe exécutif et prend effet soixante jours après la date de son adoption.

Article 16

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1. Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Signataires.
2. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des États et des organisations qui remplissent les conditions énoncées au paragraphe 1 de l'article 15, à compter du 21 décembre 1998.
3. **Toute Partie qui n'était pas encore partie au Protocole [*insérer la date d'adoption de l'amendement à l'article 14*] et qui ne souhaite pas être liée par la procédure définie au paragraphe 5 bis de l'article 14 en ce qui concerne l'amendement des annexes I à IV, VI et VIII devrait le déclarer dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.**
